



Délibération n°2026_03_31_22

Objet : Constitution de la commission de délégation de service public (CDSP) – Conditions de dépôt des listes des candidats

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MARDI 31 MARS 2026**

L'an deux mille vingt six, le trente et un mars, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le mercredi 25 mars 2026, s'est réuni à 19h00, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 24

Nombre de membres représentés : 5

Secrétaire de séance : Patricia NIVASSE

Présents :

Jean-Pierre RICO - Mario Joseph MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Brigitte RODRIGUEZ - Patricia NIVASSE - Olivier BOUDET - Maryline BENEDETTI - Francine BOYER - Jean-Marc MALEK - Karine BREITHEL - Michel LITTON - Magali OLOMBEL - Benoît DELTOUR - Muriel POUJOL - Eric LOUVET - Sandrine CLAPIER - René DEROSI - Farah GUILLAUMONT - Cyril MARCHAL - Romain CASAS-MATEU - Richard CHAUVET - Liliane FELIX - Sabine COMMUNAY - Mickaël BERGE

Absents représentés :

Fabrice IRANZO pouvoir à Olivier BOUDET - Xavier MIRALTO pouvoir à Brigitte RODRIGUEZ - Laurie BELTRA pouvoir à Maryline BENEDETTI - Patrick PASQUIER pouvoir à Mickaël BERGE - Fanette VIALARD pouvoir à Richard CHAUVET

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur Jean-Pierre RICO, Maire, rapporte :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.1411-5, L.1414-2 et L.2121-22,

Dans le cadre de la procédure de délégation de service public prévue aux articles L 1411-4 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, il est prévu à l'article L 1411-5 la constitution d'une commission de Délégation de Service Public chargée de procéder à l'ouverture et à l'analyse des candidatures et des offres reçues dans le cadre des procédures de délégation de service public.

Conformément au II de l'article L 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la commission de Délégation de Service Public (DSP) est composée :

- de l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou son représentant, président ;
- de 5 membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Il est procédé selon les mêmes modalités à l'élection de suppléants en nombre égal à celui de membres titulaires.

Les candidatures prennent la forme d'une liste (articles D.1411-5 et L.2121-21 du CGCT) et il appartient aux Conseillers municipaux issus des différentes listes en présence lors des élections municipales de constituer ces listes de candidats.

Ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

Le Conseil municipal doit fixer les conditions de dépôt des listes, préalablement aux opérations électorales de désignation des membres titulaires et suppléants, par une délibération préalable et distincte des opérations électorales proprement dites.

Aussi, il est proposé que chaque liste de candidat soit déposée ce jour en séance dans les conditions suivantes :

- sous la forme d'une liste de noms et prénoms écrits en lettres majuscules, titulaires et suppléants ;
- auprès du ou de la secrétaire de séance ;
- dans un délai maximum de 5 minutes à compter de l'approbation de la présente délibération.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir délibérer.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 29

Contre : 0

Abstention : 0

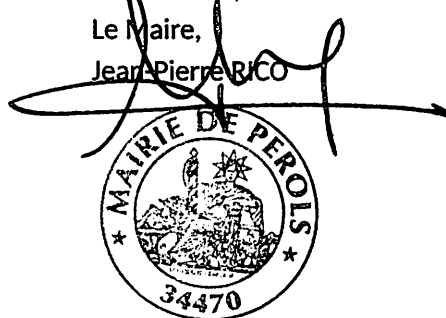
Ne prend pas part au vote : 0

Secrétaire de séance,
Patricia NIVASSE



Fait à Pérols, le 1 avril 2026

Le Maire,
Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.